



Le Président Hery Rajaonarimampianina avait déjà reçu Joachim Chissano, envoyé spécial de la SADC, le 16 Août 2016. Il était alors accompagné par les ambassadeurs d'Afrique du Sud et de Maurice, ainsi que de la Ministre des Affaires étrangères de l'époque, Atallah Béatrice

**Palais d'Etat d'Iavoloha. Joachim Chissano, envoyé spécial de la Sadc, sera reçu le matin du mercredi 9 mai 2018 par le président Hery Rajaonarimampianina. Seigneur, pourquoi faire encore, se demande le peuple malgache se souvenant du «Ni... Ni» (ni Ravalomanana ni Rajoelina) de 2013.**



Madagascar. Chissano: Peguem o que lhes pertence e vão para casa!

Classée 5ème pays le plus pauvre du monde, la Grande île de l'océan Indien est-elle définitivement considérée comme le laboratoire par excellence de toutes les expériences politiques classées sans suite mais qu'on répète à longueur de crises ?

Le monde entier sait pertinemment que l'expert-comptable Hery Rajaonarimampianina est un

piètre président de la république. En bientôt un mandat quinquennal, il a mis à plat ventre le tissu économique même de Madagascar, en ouvrant aux quatre vents les secteurs clés, sinon vitaux et surtout nationaux, à des «*investisseurs*» étrangers très étranges qui pillent sans vergogne le pays et laisseront ruines et désolation. Ce, grâce à des accords dont la teneur est inconnue du peuple malgache censé être souverain, et qui l'ont rendu (les accords) milliardaire (en ariary pour le moment). N'ayant retenu aucune leçon de l'Histoire, il est en train de s'engager sur le même chemin de la perte que ses prédécesseurs élus. Seigneur, ses copiés-collés depuis le plagiat du discours de Nicolas Sarkozy (25 janvier 2014), sont donc allés jusque-là ? A aucun moment Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana n'avaient imaginé que la colère populaire allait les balayer comme des moins-que-rien, après beaucoup de morts, hélas.

Hery Rajaonarimampianina, lui, a dépassé les limites du tolérable et de la tolérance d'une gouvernance par l'argent, le 21 avril 2018. Comme c'était prévisible, les forces de répression -mobilisées pour empêcher les 73 députés de faire leur rapport sur les trois lois électorales scélérates votées sur fond de corruption avérée- n'ont pas pu contenir le peuple en colère («*Ate zeram-bahoaka*»

) et ont tiré dans le tas. Comme en 1972, 1991, 2002 et 2009, il y a eu mort d'hommes. Mais le filoha a fait pire le lendemain, en faisant dépêcher une véritable petite armée avec comme mot d'ordre : empêcher à tout prix l'investissement du parvis de l'hôtel de ville par le peuple. A ce moment, il s'était esquivé hors du pays avant la tuerie. Or, ce dimanche 22 avril, il s'agissait de rendre hommage aux morts, tués par balles réelles la veille. Hery Martial, Chef suprême des armées, a simplement « oublié » que les Malgaches ne se

«*battent*»

pas avec les morts (

«*Ny Malagasy tsy miady amam-paty*»

)

En fait, Hery Rajaonarimampianina voulait procéder comme Erdogan en Turquie en 2016. Hélas, les chefs des forces armées -censées être de l'ordre- n'ont pas suivi son

«*idée*»

meurtrière, à commencer par le Préfet de police qui, après ces morts sur la conscience, n'a plus donné son permis de tuer. Du coup, la liberté d'expression a subitement repris sa place à Madagascar. Et, miracle, même la Tvm, chaîne de télévision publique, a diffusé des extraits -même

«*choisis*»

, c'est déjà çà- de ce qui se passe sur le parvis de l'hôtel de ville.

Grosso modo, la majorité de la population malgache veut que le président élu, qui a, à présent, du sang sur les mains, démissionne. Et c'est dans ce contexte, somme toute simple et pas encore grave, que les membres de la communauté dite internationale viennent mettre leurs pieds dans le plat en parlant de «*concertation*». Mais chez eux, discutent-ils avec des

assassins et des terroristes ? Pourquoi vouloir appliquer à Madagascar une démarche qu'ils refuseront catégoriquement dans leur pays respectif ? Et comme si cela ne suffisait pas, voilà que le Mozambicain Joaquim Alberto Chissano revient dans le pays, lui qui a été un des artisans du «*Ni... ni*» (Ni Ravalomanana ni Rajoelina en tant que candidats) en 2013. Il est dépêché en urgence (dépêche-toi!) par la Sadc (Communauté de développement d'Afrique australe) pour «*faciliter le dialogue national visant à décriper les tensions politiques et à dégager le consensus autour du processus électoral*» . A ce rythme, après avoir impliqué, en 2009, les anciens présidents Ratsiraka et Zafy, dans une crise qui ne les concernait nullement, Chissano va aussi ressusciter Tsiranana alors? Et même Zafy qui nous a quittés en 2017.

Est-ce donc extrêmement difficile d'ordonner à ce président incapable et incompetent de démissionner pour le bien et l'intérêt du plus grand nombre? Même s'il a été élu «*démocratiquement*»

? Pourquoi infantiliser le peuple malgache en cette année 2018 ? Madagascar n'a pas besoin de réconciliation dans le style sud-africain qu'on veut lui imposer. Ici, et en Afrique en général, la réconciliation est synonyme d'impunité, point barre. En 1991, les politiciens malgaches, après la tuerie du 10 août, avaient trouvé une issue acceptée par tous, le peuple malgache en premier, avec la Convention du Panorama, le 31 octobre. Il s'agissait d'une affaire malgache-malgache comme en ce mois d'avril 2018. Le rôle de la HCC (Haute cour constitutionnelle), à ce stade, est plus que capitale. Mais, sous le coup d'une menace de mort (Lire La gazette de la Grande île du 27 avril 2018, page 3), Jean Eric Rakotoarisoa, son président, risque d'envenimer encore plus les choses avec une décision encore inappropriée comme cette histoire de pacte de responsabilité qui n'a jamais été appliquée, pour empêcher la déchéance, en 2015, de celui qui l'a fait prince. En matière de démissions présidentielles dans notre région, pourtant, le monde entier a été spectateur d'un véritable défilé. D'abord Robert Mugabe (Zimbabwe), le 21 novembre 2017, puis Jacob Zuma (Afrique du Sud), le 14 février 2018, ensuite Ameenah Gurib-Fakim (île Maurice), le 17 mars 2018.

Aucun membre de pays de la communauté dite internationale n'est venu dans ces nations pour parler de «*concertation*», et Joaquim Chissano n'y a jamais été dépêché en urgence. Ce sont les ressortissants des pays cités plus haut eux-mêmes qui ont réglé leur problème. Pourquoi à Madagascar la communauté internationale s'immisce quand elle veut -toujours au moment critique pour un président haï par son peuple- et pourquoi l'Afrique juge-t-elle utile d'envoyer un émissaire dans la Grande île ? Amara Essy en 2002 et Joaquim Chissano en 2009. A quel moment alors la notion de souveraineté nationale s'applique-t-elle chez les Malgaches ? Le monde entier sait que Hery Rajaonarimampianina n'était, n'est et ne sera jamais qu'une parenthèse dans l'Histoire politique de Madagascar. Il a trahi et trompé tout le monde, à commencer par les 25 millions de Malgaches, par des périphrases montées sur ressort et trop savantes pour être vraies et par des projets dont la réalisation lui échappe à mesure que le temps passe. Si bien qu'il a aligné son histoire d'émergence 2030 (

« *Fisandratana 2030* »

) sur l'Agenda 2030 des

Objectifs de développement durable (

ODD) des Nations Unies. Et un autre copié-collé, un ! Il espère être filoha pour deux autres mandats sans doute ?

Senhor Chissano, si Hery Rajaonarimampianina avait été un président respectueux de la constitution de son pays, s'il avait été respectueux des droits fondamentaux de l'Homme, s'il s'était réellement penché sur les problèmes de sécurité de ces compatriotes et sur l'amélioration de leurs conditions socio-économiques, cet article même n'aurait pas eu sa raison d'être. Et j'aurai moi-même informé les lecteurs de ses performances spectaculaires. Mais les statistiques sont des données qui ne peuvent être inventées. Et, paradoxalement, elles émanent d'entités qui plongent des générations de Malgaches dans une spirale de dettes aussi odieuses qu'éternelles : la Banque mondiale et le FMI. Alors non, Senhor Chissano, sans être xénophobe, j'affirme que votre venue n'est pas bien... venue. Comme vous êtes lusophone, vous ne comprendrez peut-être pas « *go back to your country* » mais « *Peguem o que lhes pertence e vão para casa* » , si

certainement. Amies lectrices, amis lecteurs, cela signifie : Prenez vos affaires et rentrez chez vous. En français direct et moins aimable, cela veut dire : foutez le camp de chez nous ! Et en malgache, c'est au nom du peuple malgache tout entier que je vous dis (citoyen avant d'être journaliste):

« *Mandehana miverina mody fa tsy nahomby hatrizay* »

. Faites-vous traduire cela. Car vous allez plus semer un bordel d'enfer que trouver une solution, en compliquant encore plus les choses. Mais au nom de quoi au juste ?

Le filoha Hery a-t-il dit aux diplomates venus le voir, son intention de briguer ou pas un second mandat? Apparemment non, étant donné qu'en coulisses, le Hvm fait tout pour que les Malgaches s'entretuent. Pourquoi permettre à un seul homme, même « *élu démocratiquement* », de pratiquer une politique de terre brûlée pour, après le carnage, jouer les vierges effarouchées alors que vous, communauté internationale et Sadc via Chissano, aurez été les artisans d'une situation pire que celle qui prévaut actuellement ? Comment avez-vous acquis votre stabilité politique chez vous, ô étrangers si empressés de défendre l'indéfendable à Madagascar? Les Malgaches sont-ils définitivement maudits et donc condamnés à suivre vos directives ne reposant, somme toute, que sur les intérêts personnels de vos gouvernements respectifs du moment? Il paraît que lorsqu'on chasse le naturel, il revient au galop. Oui, Charles de Gaulle, qui nous a compris, était à Tananarive, le 22 août 1958. Dans le cadre de l'intégration de Madagascar à la Communauté française (accepté par tous les anciens pays colonisés sauf la Guinée de Sékou Touré, il avait alors déclaré :

«

*Demain, vous serez de nouveau un État, comme vous l'étiez quand le Palais de vos Rois était*

*habité, mais vous serez des hommes qui, en toute indépendance, se seront unis à d'autres hommes pour le meilleur et pour le pire»*

. Bravissimo !

Mais ce qui suit va vous faire grimper aux rideaux et vous aurez un autre regard sur le grand Charles... « (...) *Je suis entouré de nègres, ici. [...] Et puis tout cela n'a aucune espèce d'intérêt ! Foutez-moi la paix avec vos nègres ; je ne veux plus en voir d'ici deux mois, vous entendez ? Plus une audience avant deux mois. Ce n'est pas tellement en raison du temps que cela me prend, bien que ce soit déjà fort ennuyeux, mais cela fait très mauvais effet à l'extérieur : on ne voit que des nègres, tous les jours, à l'Élysée. Et puis je vous assure que c'est sans intérêt* ».

Il s'agit d'extraits de l'ouvrage « *Le Général en mai. Journal de l'Élysée. 1968-1969* », aux éditions Fayard/Jeune Afrique. C'est cet état d'esprit qui prévaut au sein de la fameuse communauté internationale, quoi que disent leurs membres. Alors laissez les nègres vous prouver de quoi ils sont capables, pour une fois. Abandonnez votre rôle de mauvais entremetteurs (Originellement: qui servent d'intermédiaire dans une intrigue galante)

Mais quel est le vrai fond du problème malgache ? Sachant qu'à travers des élections démocratiques

,  
*libres*

,  
*transparentes*

et inclusives, le filoha n'aura aucune chance de passer même au second tour, il a fait traficoter et fait voter via mallettes (devenus cartons) magiques (12.000 euros par main levée) les lois électorales existantes pour mettre toutes les chances de son côté. La dernière partie de cette périphrase est un euphémisme. Pour vous en rendre compte, Senhor Chissano -et même vous ambassadeurs de mauvaise volonté-, ramenez donc chez vous les textes de ces trois lois, faites-les traduire et présentez-les à vos magistrats. Vous aurez alors une idée du problème malgache actuel en voyant leur tête. Logiquement, en parlant de démission « normale », si le filoha Hery entend se représenter, il devra quitter son poste le 25 août 2018. Seulement, comme il n'est plus un individu normal, il a préféré -et préfère encore- le massacre de ces compatriotes à la sortie par la grande porte de l'Histoire. Il veut le beurre et l'argent du beurre. Et c'est en voulant empêcher les 73 députés de Madagascar non corrompus à faire leur rapport à la population, au sujet des articles anti-démocratiques ajoutés dans ces trois lois scélérates, sur le parvis de l'hôtel de ville d'Antananarivo, que l'irréparable a eu lieu. Et j'ai peur que ce soit une fin à la Ceausescu qui risque de l'attendre au tournant (de l'histoire). Quoi qu'il en soit, quelle que soit l'issue, son temps est compté. Alors ? Empêchez une ritournelle encore plus sanglante de l'Histoire de Madagascar et convainquez Hery Martial de démissionner. Il en sortira grandi et, surtout, indemne.

## **Jeannot Ramambazafy**

### **Madagascar. Senhor Chissano: Peguem o que lhes pertence e vão para casa**

Classée 5ème pays le plus pauvre du monde, la Grande île de l'océan Indien est-elle définitivement considérée comme le laboratoire par excellence de toutes les expériences politiques classées sans suite mais qu'on répète à longueur de crises ?

Le monde entier sait pertinemment que l'expert-comptable Hery Rajaonarimampianina est un piètre président de la république. En bientôt un mandat quinquennal, il a mis à plat ventre le tissu économique même de Madagascar, en ouvrant aux quatre vents les secteurs clés, sinon vitaux et surtout nationaux, à des «*investisseurs*» étrangers très étranges qui pillent sans vergogne le pays et laisseront ruines et désolation. Ce, grâce à des accords dont la teneur est inconnue du peuple malgache censé être souverain, et qui l'ont rendu (les accords) milliardaire (en ariary pour le moment). N'ayant retenu aucune leçon de l'Histoire, il est en train de s'engager sur le même chemin de la perte que ses prédécesseurs élus. Seigneur, ses copiés-collés depuis le plagiat du discours de Nicolas Sarkozy (25 janvier 2014), sont donc allés jusque-là ? A aucun moment Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana n'avaient imaginé que la colère populaire allait les balayer comme des moins-que-rien, après beaucoup de morts, hélas.

Hery Rajaonarimampianina, lui, a dépassé les limites du tolérable et de la tolérance d'une gouvernance par l'argent, le 21 avril 2018. Comme c'était prévisible, les forces de répression -mobilisées pour empêcher les 73 députés de faire leur rapport sur les trois lois électorales scélérates votées sur fond de corruption avérée- n'ont pas pu contenir le peuple en colère («*Ate zeram-bahoaka*»

) et ont tiré dans le tas. Comme en 1972, 1991, 2002 et 2009, il y a eu mort d'hommes. Mais le filoha a fait pire le lendemain, en faisant dépêcher une véritable petite armée avec comme mot d'ordre : empêcher à tout prix l'investissement du parvis de l'hôtel de ville par le peuple. A ce moment, il s'était esquivé hors du pays avant la tuerie. Or, ce dimanche 22 avril, il s'agissait de rendre hommage aux morts, tués par balles réelles la veille. Hery Martial, Chef suprême des armées, a simplement « oublié » que les Malgaches ne se

«*battent*»

pas avec les morts (

«*Ny Malagasy tsy miady amam-paty*»

)

En fait, Hery Rajaonarimampianina voulait procéder comme Erdogan en Turquie en 2016. Hélas, les chefs des forces armées -censées être de l'ordre- n'ont pas suivi son

« *idée* »

meurtrière, à commencer par le Préfet de police qui, après ces morts sur la conscience, n'a plus donné son permis de tuer. Du coup, la liberté d'expression a subitement repris sa place à Madagascar. Et, miracle, même la Tvm, chaîne de télévision publique, a diffusé des extraits -même

« *choisis* »

, c'est déjà ça- de ce qui se passe sur le parvis de l'hôtel de ville.

Grosso modo, la majorité de la population malgache veut que le président élu, qui a, à présent, du sang sur les mains, démissionne. Et c'est dans ce contexte, somme toute simple et pas encore grave, que les membres de la communauté dite internationale viennent mettre leurs pieds dans le plat en parlant de « *concertation* ». Mais chez eux, discutent-ils avec des assassins et des terroristes ? Pourquoi vouloir appliquer à Madagascar une démarche qu'ils refuseront catégoriquement dans leur pays respectif ? Et comme si cela ne suffisait pas, voilà que le Mozambicain Joaquim Alberto Chissano revient dans le pays, lui qui a été un des artisans du

« *Ni... ni* » (Ni Ravalomanana ni

Rajoelina en tant que candidats) en 2013. Il est dépêché en urgence (dépêche-toi!) par la Sado (Communauté de développement d'Afrique australe) pour

« *faciliter le dialogue national visant à décriper les tensions politiques et à dégager le consensus autour du processus électoral* »

. A ce rythme, après avoir impliqué, en 2009, les anciens présidents Ratsiraka et Zafy, dans une crise qui ne les concernait nullement, Chissano va aussi ressusciter Tsiranana alors? Et même Zafy qui nous a quittés en 2017.

Est-ce donc extrêmement difficile d'ordonner à ce président incapable et incompétent de démissionner pour le bien et l'intérêt du plus grand nombre? Même s'il a été élu « *démocratiquement* »

? Pourquoi infantiliser le peuple malgache en cette année 2018 ? Madagascar n'a pas besoin de réconciliation dans le style sud-africain qu'on veut lui imposer. Ici, et en Afrique en général, la réconciliation est synonyme d'impunité, point barre. En 1991, les politiciens malgaches, après la tuerie du 10 août, avaient trouvé une issue acceptée par tous, le peuple malgache en premier, avec la Convention du Panorama, le 31 octobre. Il s'agissait d'une affaire malgacho-malgache comme en ce mois d'avril 2018. Le rôle de la HCC (Haute cour constitutionnelle), à ce stade, est plus que capitale. Mais, sous le coup d'une menace de mort (Lire La gazette de la Grande île du 27 avril 2018, page 3), Jean Eric Rakotoarisoa, son président, risque d'envenimer encore plus les choses avec une décision encore inappropriée comme cette histoire de pacte de responsabilité qui n'a jamais été appliquée, pour empêcher la déchéance, en 2015, de celui qui l'a fait prince. En matière de démissions présidentielles dans notre région, pourtant, le monde entier a été spectateur d'un véritable défilé. D'abord Robert

Mugabe (Zimbabwe), le 21 novembre 2017, puis Jacob Zuma (Afrique du Sud), le 14 février 2018, ensuite Ameenah Gurib-Fakim (île Maurice), le 17 mars 2018.

Aucun membre de pays de la communauté dite internationale n'est venu dans ces nations pour parler de « *concertation* », et Joaquim Chissano n'y a jamais été dépêché en urgence. Ce sont les ressortissants des pays cités plus haut eux-mêmes qui ont réglé leur problème. Pourquoi à Madagascar la communauté internationale s'immisce quand elle veut -toujours au moment critique pour un président haï par son peuple- et pourquoi l'Afrique juge-t-elle utile d'envoyer un émissaire dans la Grande île ? Amara Essy en 2002 et Joaquim Chissano en 2009. A quel moment alors la notion de souveraineté nationale s'applique-t-elle chez les Malgaches ? Le monde entier sait que Hery Rajaonarimampianina n'était, n'est et ne sera jamais qu'une parenthèse dans l'Histoire politique de Madagascar. Il a trahi et trompé tout le monde, à commencer par les 25 millions de Malgaches, par des périphrases montées sur ressort et trop savantes pour être vraies et par des projets dont la réalisation lui échappe à mesure que le temps passe. Si bien qu'il a aligné son histoire d'émergence 2030 (« *Fisandratana 2030* ») sur l'Agenda 2030 des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Et un autre copié-collé, un ! Il espère être filoha pour deux autres mandats sans doute ?

Senhor Chissano, si Hery Rajaonarimampianina avait été un président respectueux de la constitution de son pays, s'il avait respectueux des droits fondamentaux de l'Homme, s'il s'était réellement penché sur les problèmes de sécurité de ces compatriotes et sur l'amélioration de leurs conditions socio-économiques, cet article même n'aurait pas eu sa raison d'être. Et j'aurai moi-même informé les lecteurs de ses performances spectaculaires. Mais les statistiques sont des données qui ne peuvent être inventées. Et, paradoxalement, elles émanent d'entités qui plongent des générations de Malgaches dans une spirale de dettes aussi odieuses qu'éternelles : la Banque mondiale et le FMI. Alors non, Senhor Chissano, sans être xénophobe, j'affirme que votre venue n'est pas bien... venue. Comme vous êtes lusophone, vous ne comprendrez peut-être pas « *go back to your country* » mais « *Peguem o que lhes pertence e vão para casa* », si certainement. Amies lectrices, amis lecteurs, cela signifie : Prenez vos affaires et rentrez chez vous. En français direct et moins aimable, cela veut dire : foutez le camp de chez nous ! Et en malgache, c'est au nom du peuple malgache tout entier que je vous dis (citoyen avant d'être journaliste):

« *Mandehana miverina mody fa tsy nahomby hatrizay* »

. Faites-vous traduire cela. Car vous allez plus semer un bordel d'enfer que trouver une solution, en compliquant encore plus les choses. Mais au nom de quoi au juste ?



Le filoha Hery a-t-il dit aux diplomates venus le voir, son intention de briguer ou pas un second mandat? Apparemment non, étant donné qu'en coulisses, le Hvm fait tout pour que les Malgaches s'entretuent. Pourquoi permettre à un seul homme, même « élu démocratiquement », de pratiquer une politique de terre brûlée pour, après le carnage, jouer les vierges effarouchées alors que vous, communauté internationale et Sadc via Chissano, aurez été les artisans d'une situation pire que celle qui prévaut actuellement ? Comment avez-vous acquis votre stabilité politique chez vous, ô étrangers si empressés de défendre l'indéfendable à Madagascar? Les Malgaches sont-ils définitivement maudits et donc condamnés à suivre vos directives ne reposant, somme toute, que sur les intérêts personnels de vos gouvernements respectifs du moment? Il paraît que lorsqu'on chasse le naturel, il revient au galop. Oui, Charles de Gaulle, qui nous a compris, était à Tananarive, le 22 août 1958. Dans le cadre de l'intégration de Madagascar à la Communauté française (accepté par tous les anciens pays colonisés sauf la Guinée de Sékou Touré, il avait alors déclaré :

«  
*Demain, vous serez de nouveau un État, comme vous l'étiez quand le Palais de vos Rois était habité, mais vous serez des hommes qui, en toute indépendance, se seront unis à d'autres hommes pour le meilleur et pour le pire* »  
. Bravissimo !

Mais ce qui suit va vous faire grimper aux rideaux et vous aurez un autre regard sur le grand Charles... « (...) *Je suis entouré de nègres, ici. [...] Et puis tout cela n'a aucune espèce d'intérêt ! Foutez-moi la paix avec vos nègres ; je ne veux plus en voir d'ici deux mois, vous entendez ? Plus une audience avant deux mois. Ce n'est pas tellement en raison du temps que cela me prend, bien que ce soit déjà fort ennuyeux, mais cela fait très mauvais effet à l'extérieur : on ne voit que des nègres, tous les jours, à l'Élysée. Et puis je vous assure que c'est sans intérêt* ». Il s'agit d'extraits de l'ouvrage « *Le Général en mai. Journal de l'Élysée. 1968-1969* », aux éditions Fayard/Jeune Afrique. C'est cet état d'esprit qui prévaut au sein de la fameuse communauté internationale, quoi que disent leurs membres. Alors laissez les nègres vous prouver de quoi ils sont capables, pour une fois. Abandonnez votre rôle de mauvais entremetteurs (Originellement: qui servent d'intermédiaire dans une intrigue galante)

Mais quel est le vrai fond du problème malgache ? Sachant qu'à travers des élections démocratiques

,  
*libres*

,  
*transparentes*

et inclusives, le filoha n'aura aucune chance de passer même au second tour, il a fait traficoter et fait voter via mallettes (devenus cartons) magiques (12.000 euros par main levée) les lois

électorales existantes pour mettre toutes les chances de son côté. La dernière partie de cette périphrase est un euphémisme. Pour vous en rendre compte, Senhor Chissano -et même vous ambassadeurs de mauvaise volonté-, ramenez donc chez vous les textes de ces trois lois, faites-les traduire et présentez-les à vos magistrats. Vous aurez alors une idée du problème malgache actuel en voyant leur tête. Logiquement, en parlant de démission « normale », si le filoha Hery entend se représenter, il devra quitter son poste le 25 août 2018. Seulement, comme il n'est plus un individu normal, il a préféré -et préfère encore- le massacre de ces compatriotes à la sortie par la grande porte de l'Histoire. Il veut le beurre et l'argent du beurre. Et c'est en voulant empêcher les 73 députés de Madagascar non corrompus à faire leur rapport à la population, au sujet des articles anti-démocratiques ajoutés dans ces trois lois scélérates, sur le parvis de l'hôtel de ville d'Antananarivo, que l'irréparable a eu lieu. Et j'ai peur que ce soit une fin à la Ceausescu qui risque de l'attendre au tournant (de l'histoire). Quoi qu'il en soit, quelle que soit l'issue, son temps est compté. Alors ? Empêchez une ritournelle encore plus sanglante de l'Histoire de Madagascar et convainquez Hery Martial de démissionner. Il en sortira grandi et, surtout, indemne.

**Jeannot Ramambazafy- Article également publié dans "La Gazette de la Grande île" du samedi 28 avril 2018**

